

# JOURNAL OFFICIEL

## DES

# COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

27 NOVEMBRE 1963

ÉDITION DE LANGUE FRANÇAISE

6<sup>e</sup> ANNÉE N° 171

### SOMMAIRE

#### COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

##### INFORMATIONS

##### LA COMMISSION

##### DIRECTIVES ET DÉCISIONS

###### 63/630/CEE :

*Décision de la Commission, du 5 novembre 1963, autorisant la perception d'une taxe compensatoire sur les importations, en république fédérale d'Allemagne, de pain en provenance des Pays-Bas* ..... 2765/63

###### 63/631/CEE :

*Décision de la Commission, du 5 novembre 1963, autorisant la perception de taxes compensatoires sur les importations, dans la République française, de chocolat en masse ou en granulés, de confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique, en provenance des autres États membres* ..... 2767/63

###### 63/632/CEE :

*Décision de la Commission, du 7 novembre 1963, portant augmentation du volume du contingent tarifaire, octroyé au royaume de Belgique et au grand-duché de Luxembourg pour le magnésium brut* ..... 2773/63

###### 63/633/CEE :

*Décision de la Commission, du 11 novembre 1963, autorisant la République française à différer le rapprochement des droits des tarifs spéciaux de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion vers ceux du tarif douanier commun en ce qui concerne les tabacs fabriqués* ..... 2774/63

###### 63/634/CEE :

*Décision de la Commission, du 12 novembre 1963, portant prorogation de la validité du contingent tarifaire octroyé à la République italienne pour l'alcool éthylique non dénaturé de 95 degrés et plus* ..... 2776/63

###### 63/635/CEE :

*Décision de la Commission, du 8 novembre 1963, portant détermination de la moyenne des prix C.A.F. et des prix franco frontière pour le mois de novembre 1963* ..... 2777/63

### **A L'ATTENTION DE NOS ABONNÉS**

L'abonnement en cours se terminera au 31 décembre 1963.

Pour éviter toute interruption dans les envois, les renouvellements peuvent être souscrits dès maintenant selon les modalités en vigueur dans chacun des bureaux de vente et d'abonnement (voir la dernière page du présent numéro).

Le prix de l'abonnement pour 1964 reste fixé à 500 francs belges (FF 50,—).

# COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

## INFORMATIONS

### LA COMMISSION

#### DIRECTIVES ET DÉCISIONS

#### DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 novembre 1963

**autorisant la perception d'une taxe compensatoire sur les importations,  
en république fédérale d'Allemagne, de pain en provenance des  
Pays-Bas**

(Les textes en langues allemande et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

(63/630/CEE)

#### LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la décision du Conseil du 4 avril 1962 <sup>(1)</sup>, fondée notamment sur l'article 235 du traité et prévoyant la perception d'une taxe compensatoire sur certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles,

vu la décision du Conseil du 4 avril 1962 <sup>(2)</sup> établissant la liste des marchandises auxquelles peut être appliquée la décision précitée,

vu sa décision du 10 octobre 1962 <sup>(3)</sup>, autorisant la perception d'une taxe compensatoire sur les importations, en république fédérale d'Allemagne, de pain en provenance du royaume des Pays-Bas, prorogée et modifiée par ses décisions en date des 18 décembre 1962 <sup>(4)</sup> et 4 juillet 1963 <sup>(5)</sup>,

vu la lettre du 18 septembre 1963, par laquelle la république fédérale d'Allemagne a demandé à la Commission de renouveler l'autorisation, accordée par la décision du 10 octobre 1962 précitée, de percevoir une taxe compensatoire sur la marchandise en cause,

après consultation des autres États membres,

considérant que la durée de validité de sa décision susvisée du 10 octobre 1962 a été limitée au 10 octobre 1963 en conformité des dispositions de l'article 3 de la première décision du Conseil précitée; que l'autorisation de percevoir la taxe compensatoire peut être prorogée dans les mêmes conditions que celles dans lesquelles elle a été accordée;

considérant, en ce qui concerne le blé incorporé dans le pain exporté par le royaume des Pays-Bas à destination de la république fédérale d'Allemagne, qu'il y a lieu de retenir un prix moyen qui, pour les neuf premiers mois de l'année 1963, s'établit à 27,98 DM par 100 kg; que l'on ne peut prévoir si ce

<sup>(1)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 30 du 20 avril 1962, p. 999/62.

<sup>(2)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 30 du 20 avril 1962, p. 1000/62.

<sup>(3)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 105 du 29 octobre 1962, p. 2549/62.

<sup>(4)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 16 du 30 janvier 1963, p. 177/63.

<sup>(5)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 129 du 23 août 1963, p. 2290/63.

prix moyen subira des modifications sensibles au cours des prochains mois ; qu'en revanche, le prix moyen prévu en république fédérale d'Allemagne, pour le quatrième trimestre de l'année 1963 et le premier trimestre de l'année 1964, en ce qui concerne le blé du type couramment utilisé pour la fabrication du pain s'établit à 51,01 DM par 100 kg ; que dès lors, et compte tenu d'un rapport d'équivalence jusqu'à présent retenu de 103 kg de blé pour 100 kg de pain, l'incidence, sur les coûts de production de la marchandise considérée, de la disparité des prix du blé utilisé pour sa fabrication dans le royaume des Pays-Bas, d'une part, et dans la république fédérale d'Allemagne, d'autre part, peut être fixée à 22,19 DM par 100 kg de pain ;

considérant que le prix moyen franco frontière, hors taxe compensatoire, du pain importé en république fédérale d'Allemagne depuis le début de l'année en cours, s'élève à 52,64 DM par 100 kg ;

considérant que l'origine des difficultés qui ont justifié la décision du 10 octobre 1962 précitée de la Commission résidait dans l'écart des prix respectivement appliqués dans la république fédérale d'Allemagne, d'une part, et dans le royaume des Pays-Bas, d'autre part, pour le blé utilisé par les industries boulangères en concurrence ; que cet écart de prix ne s'est pas sensiblement modifié ; qu'en revanche, la protection assurée à l'industrie allemande intéressée est, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1963, diminuée du fait de la réduction des droits de douane intracommunautaires prévue par le traité ;

considérant que la moyenne mensuelle des importations dans la république fédérale d'Allemagne, de pain en provenance du royaume des Pays-Bas, de 247 tonnes pour l'année 1962, s'est élevée à 274 tonnes pour les sept premiers mois de l'année 1963, soit en augmentation de 11 % ; que le pain importé est presque totalement consommé dans les régions frontalières voisines des Pays-Bas et, notamment, dans le Land Nordrhein-Westfalen ; que dès lors, l'industrie productrice allemande intéressée serait mise en danger par la concurrence de la même industrie du royaume des Pays-Bas si une taxe compensatoire cessait d'être perçue ;

considérant que cette taxe compensatoire, déterminée en conformité des dispositions de la première décision précitée du Conseil du 4 avril 1962, compte tenu des données ci-dessus, de la protection tarifaire de 25 % existant à l'entrée en vigueur du traité dans l'État membre demandeur et de celle de 10 % qu'il applique depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1963, doit être fixée à 16,93 DM par 100 kg de pain si elle est perçue à l'exportation ;

considérant que la taxe compensatoire ainsi fixée n'est pas de nature à défavoriser les exportations de pain du royaume des Pays-Bas par rapport à celles des autres États membres, les prix du pain exporté par ces derniers vers la république fédérale d'Allemagne étant encore supérieurs aux prix du pain néerlandais à l'importation en république fédérale d'Allemagne majorés du montant de la taxe compensatoire prévue par la présente décision ;

considérant que, afin de sauvegarder une préférence communautaire, il convient de subordonner la perception de la taxe compensatoire précitée à l'application de mesures de protection adéquates à l'égard des pays tiers ; que la mesure la plus adéquate consiste dans la perception, par la république fédérale d'Allemagne, d'une taxe d'un montant égal à celui de la taxe applicable aux importations en provenance du royaume des Pays-Bas ;

considérant qu'il y a lieu d'assurer la continuité de la perception de la taxe compensatoire et de permettre aux États membres intéressés de prendre les mesures nécessaires pour appliquer cette taxe sur la base des nouveaux taux déterminés ci-dessus ; qu'il convient, dès lors, d'autoriser cette perception à compter du 11 octobre jusqu'au 15 novembre 1963 inclus sur la base des taux prévus par la décision précitée du 4 juillet 1963 ;

considérant que la perception de la taxe ne peut être autorisée pour une durée supérieure à un an, qu'il y a lieu, par conséquent, de limiter au 10 octobre 1964 inclus la durée de validité de la présente décision, sans préjudice de son abrogation ou des modifications éventuelles que la Commission pourrait être amenée à apporter dans l'une quelconque de ses dispositions avant cette date,

#### A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

##### *Article premier*

La république fédérale d'Allemagne est autorisée, dans les conditions indiquées ci-après, à percevoir une taxe compensatoire à l'importation de pain (position n° ex 19.07 du tarif douanier commun), en provenance du royaume des Pays-Bas, à moins que ce dernier État membre n'applique cette taxe à l'exportation.

##### *Article 2*

A compter du 11 octobre 1963 et jusqu'au 15 novembre 1963 inclus, la taxe compensatoire est perçue aux montants prévus à l'article 2 de la décision de la Commission en date du 4 juillet 1963 portant nouvelle prorogation et modification de sa décision du 10 octobre 1962, autorisant la perception d'une

taxe compensatoire sur les importations, en république fédérale d'Allemagne, de pain en provenance du royaume des Pays-Bas.

### Article 3

A compter du 16 novembre 1963, la taxe compensatoire est perçue aux montants indiqués ci-après :

1. Dans le cas où la taxe compensatoire est perçue par le royaume des Pays-Bas, son montant est fixé à 13,93 florins par 100 kg du pain visé à l'article premier.
2. Dans le cas où la taxe compensatoire est perçue par la république fédérale d'Allemagne, son montant est fixé à 16,93 DM par 100 kg du même produit.

3. La république fédérale d'Allemagne applique à l'importation dudit produit en provenance des pays tiers une taxe compensatoire d'un montant de 16,93 DM par 100 kg.

### Article 4

La présente décision est applicable jusqu'au 10 octobre 1964 inclus.

### Article 5

La présente décision est destinée à la république fédérale d'Allemagne et au royaume des Pays-Bas.

Bruxelles, le 5 novembre 1963.

*Par la Commission*

*Le vice-président*

**R. MARJOLIN**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 5 novembre 1963

**autorisant la perception de taxes compensatoires sur les importations, dans la République française, de chocolat en masse ou en granulés, de confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique, en provenance des autres États membres**

(63/631/CEE)

### LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu la décision du Conseil du 4 avril 1962, fondée notamment sur l'article 235 du traité et prévoyant la perception d'une taxe compensatoire sur certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles <sup>(1)</sup>,

vu la décision du Conseil du 4 avril 1962 établissant la liste des marchandises auxquelles peut être appliquée la décision précitée <sup>(2)</sup>,

vu sa décision du 9 octobre 1962, autorisant la perception de taxes compensatoires sur les importations, dans la République française, de chocolat, de confiseries et préparations comportant du cacao

ou du chocolat, sans liqueur alcoolique, en provenance des autres États membres <sup>(3)</sup>,

vu sa décision du 18 décembre 1962 <sup>(4)</sup>, portant prorogation et modification de la décision du 9 octobre 1962 précitée, ainsi que ses décisions des 13 février <sup>(5)</sup>, 10 avril <sup>(6)</sup> et 11 juin <sup>(7)</sup>, portant nouvelle modification de cette même décision du 9 octobre 1962,

vu sa décision du 4 juillet 1963 <sup>(8)</sup>, portant nouvelle prorogation et modification de cette même décision du 9 octobre 1962,

vu la lettre du 2 octobre 1963, par laquelle la République française a demandé à la Commission de renouveler, à compter du 9 octobre 1963, l'autorisation accordée par la décision du 9 octobre 1962 précitée, de percevoir des taxes compensatoires sur les marchandises susvisées importées en provenance des autres États membres,

<sup>(1)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 30 du 20 avril 1962, p. 999/62.

<sup>(2)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 30 du 20 avril 1962, p. 1000/62.

<sup>(3)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 123 du 26 novembre 1962, p. 2736/62.

<sup>(4)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 24 du 15 février 1963, p. 280/63.

<sup>(5)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 37 du 8 mars 1963, p. 652/63.

<sup>(6)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 68 du 6 mai 1963, p. 1419/63.

<sup>(7)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 101 du 4 juillet 1963, p. 1841/63.

<sup>(8)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 115 du 27 juillet 1963, p. 2064/63.

après consultation des autres États membres,

considérant que la durée de validité de sa décision susvisée du 9 octobre 1962 a été limitée au 9 octobre 1963 en conformité des dispositions de l'article 3 de la première décision du Conseil précitée ; que l'autorisation de percevoir des taxes compensatoires peut être prorogée dans les mêmes conditions que celles dans lesquelles elle a été accordée ;

considérant, en ce qui concerne le lait contenu dans les marchandises en cause, qu'il y a lieu de retenir les prix moyens suivants, par 100 kg de lait entier en poudre comportant 25 % de matières grasses, lorsque ces marchandises sont exportées vers la République française en provenance :

- du royaume de Belgique, de la République italienne et du grand-duché de Luxembourg : 237 FF
- de la république fédérale d'Allemagne : 346 FF
- du royaume des Pays-Bas : 250 FF ;

considérant que le prix du lait en poudre de même composition s'élève dans la République française, à 415 FF par 100 kg ;

considérant, en ce qui concerne le sucre contenu dans les marchandises en cause, qu'il y a lieu de retenir, lorsque ces marchandises sont exportées vers la République française en provenance :

- de la république fédérale d'Allemagne et de la République italienne, des prix à l'exportation correspondant aux prix hors taxes pratiqués par ces États membres sur leur marché intérieur et qui s'établissent :
  - à 111,70 FF par 100 kg (90,50 DM), dans la république fédérale d'Allemagne,
  - à 102,69 FF par 100 kg (13.000 Lit), dans la République italienne,

ces prix hors taxes étant actuellement inférieurs au prix moyen du sucre sur le marché mondial, majoré du prélèvement prévu en application de l'article 10 paragraphe 2 du traité,

- du royaume de Belgique, du grand-duché de Luxembourg et du royaume des Pays-Bas, les prix pratiqués par ces États membres sur leur marché pour le sucre à transformer en marchandises destinées à l'exportation vers les autres États membres et dont le niveau moyen s'établit actuellement :
  - à 112,56 FF par 100 kg (1140 FB/Lux), dans le royaume de Belgique et le grand-duché de Luxembourg,
  - à 119,77 FF par 100 kg (87,82 fl), dans le royaume des Pays-Bas ;

considérant que le prix du sucre s'élève, dans la République française, à 95,11 FF par 100 kg ;

considérant que l'origine des difficultés, qui ont justifié la décision précitée de la Commission du 9 octobre 1962, résidait dans l'écart des prix respectivement appliqués dans la République française, d'une part, et dans les autres États membres, d'autre part, pour le lait et le sucre utilisés par les industries productrices en concurrence ; que cet écart s'est sensiblement maintenu en ce qui concerne le lait, mais est partiellement compensé par la différence existant entre les prix pratiqués pour le sucre, consécutive à la hausse importante intervenue dans le prix de cette matière première sur le marché mondial au cours des derniers mois ;

considérant que cette compensation partielle a été prise en considération par la Commission dans les modifications qu'elle a apportées, par ses décisions précitées des 10 avril, 11 juin et 4 juillet 1963, aux montants des taxes compensatoires dont la perception a été autorisée par sa décision du 9 octobre 1962 susvisée ; que néanmoins, la moyenne mensuelle des importations en provenance des autres États membres qui, pour les neuf premiers mois de l'année 1962, soit avant l'application des taxes compensatoires, s'élevait à 55,7 tonnes, en ce qui concerne le chocolat en masse ou en granulés, et à 271,6 tonnes, en ce qui concerne les confiseries et préparations, comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique, s'établit respectivement, pour les huit premiers mois de l'année en cours à 122,8 tonnes et à 367,4 tonnes ; que, compte tenu de cet accroissement sensible des importations et de la diminution de la protection assurée à l'industrie française intéressée, résultant de la réduction des droits de douane intra-communautaires intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 1963 en application des dispositions du traité, cette même industrie serait mise en danger par les importations en provenance des autres États membres si des taxes compensatoires cessaient d'être perçues ;

considérant que le lait et le sucre entrent dans la fabrication des marchandises considérées dans des proportions variant selon l'espèce de ces marchandises, mais qui, pour les qualités commerciales couramment offertes sur le marché de l'État membre demandeur, sont sensiblement voisines ; que, d'autre part, les statistiques douanières d'importation publiées par cet État membre prévoient pour certaines de ces marchandises une classification répondant à des considérations d'ordre fiscal et basée sur la proportion de cacao qu'elles incorporent ; que cette proportion a une incidence sur leur contenu en lait et en sucre et, partant, sur leur prix ; que, dès lors, les marchandises pour lesquelles l'autorisation de percevoir des taxes compensatoires est demandée, peuvent être classées dans les catégories visées dans les tableaux ci-après et définies, en tant que de besoin, en fonction des proportions en

cacao, en lait et en sucre qu'elles contiennent ; qu'en fonction de cette classification, les taxes compensatoires doivent être déterminées en conformité des dispositions de l'article 2 de la première décision précitée du Conseil du 4 avril 1962 et sur la base des données de fait réunies dans lesdits tableaux ; que la méthode la plus appropriée pour

établir une taxation compensatoire consiste dans la fixation, pour chacune des catégories susvisées des marchandises en cause, d'une taxe forfaitaire tenant compte, selon leur provenance, de l'incidence sur leur coût de production, des disparités, constatées ci-dessus, des prix des matières premières qu'elles incorporent :

#### A. Incidence de la disparité des prix des matières premières par 100 kg de produit fini

| Caté-<br>gorie | Composition du produit % |      |       | Incidence de la disparité des prix (FF/100 kg) |              |           |             |          |            |           |            |     |       |      |
|----------------|--------------------------|------|-------|------------------------------------------------|--------------|-----------|-------------|----------|------------|-----------|------------|-----|-------|------|
|                |                          |      |       | Lait                                           |              |           | Sucre       |          |            |           | Total (Dq) |     |       |      |
|                | Cacao                    | Lait | Sucre | R.F.A.<br>+                                    | B/L - I<br>+ | P.B.<br>+ | R.F.A.<br>— | B/L<br>— | Ital.<br>— | P.B.<br>— | R.F.A.     | B/L | Ital. | P.B. |
|                |                          |      |       | + 69                                           | +178         | +165      | -16,59      | -17,45   | -7,58      | -24,66    |            |     |       |      |

#### Chocolat en masse ou granulés

|    |       |            |                   |                   |       |       |       |      |      |      |       |       |       |       |       |
|----|-------|------------|-------------------|-------------------|-------|-------|-------|------|------|------|-------|-------|-------|-------|-------|
| 1  | 42%   | de 5 à 15  | 10 <sup>(1)</sup> | 50 <sup>(1)</sup> | 6,90  | 17,80 | 16,50 | 8,30 | 8,72 | 3,79 | 12,33 | —     | 9,08  | 14,01 | 4,17  |
| 2  |       | 15 20      | 18 <sup>(1)</sup> | 45 <sup>(1)</sup> | 12,42 | 32,04 | 29,70 | 7,47 | 7,85 | 3,41 | 11,10 | 4,95  | 24,19 | 28,63 | 18,60 |
| 3  | au    | 20 30      | 25 <sup>(1)</sup> | 45 <sup>(1)</sup> | 17,25 | 44,50 | 41,25 | 7,47 | 7,85 | 3,41 | 11,10 | 9,78  | 36,65 | 41,09 | 30,15 |
| 4  | moins | plus de 30 | 50 <sup>(1)</sup> | 30 <sup>(1)</sup> | 34,50 | 89,00 | 82,50 | 4,98 | 5,23 | 2,27 | 7,40  | 29,52 | 83,77 | 86,73 | 75,10 |
| 5  | de    | de 5 à 15  | 10 <sup>(1)</sup> | 45 <sup>(1)</sup> | 6,90  | 17,80 | 16,50 | 7,47 | 7,85 | 3,41 | 11,10 | —     | 9,95  | 14,39 | 5,40  |
| 6  | 42%   | 15 20      | 18 <sup>(1)</sup> | 35 <sup>(1)</sup> | 12,42 | 32,04 | 29,70 | 5,81 | 6,11 | 2,65 | 8,63  | 6,61  | 25,93 | 29,39 | 21,07 |
| 7  | à     | 20 30      | 25 <sup>(1)</sup> | 30 <sup>(1)</sup> | 17,25 | 44,50 | 41,25 | 4,98 | 5,23 | 2,27 | 7,40  | 12,27 | 39,27 | 42,23 | 33,85 |
| 8  | 55%   | plus de 30 | 45 <sup>(1)</sup> | 10 <sup>(1)</sup> | 31,05 | 80,10 | 74,25 | 1,66 | 1,74 | 0,76 | 2,47  | 29,39 | 78,36 | 79,34 | 71,78 |
| 9  | plus  | de 5 à 15  | 10 <sup>(1)</sup> | 30 <sup>(1)</sup> | 6,90  | 17,80 | 16,50 | 4,98 | 5,23 | 2,27 | 7,40  | 1,92  | 12,57 | 15,53 | 9,10  |
| 10 | de    | 15 20      | 18 <sup>(1)</sup> | 25 <sup>(1)</sup> | 12,42 | 32,04 | 29,70 | 4,15 | 4,36 | 1,90 | 6,16  | 8,27  | 27,68 | 30,14 | 23,54 |
| 11 | à     | 20 30      | 25 <sup>(1)</sup> | 15 <sup>(1)</sup> | 17,25 | 44,50 | 41,25 | 2,49 | 2,62 | 1,14 | 3,70  | 14,76 | 41,88 | 43,36 | 37,55 |
| 12 | 55%   | plus de 30 | 40 <sup>(1)</sup> | 5 <sup>(1)</sup>  | 27,60 | 71,20 | 66,00 | 0,83 | 0,87 | 0,38 | 1,23  | 26,77 | 70,33 | 70,82 | 64,77 |

#### Confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique

|   |                  |            |                   |                   |       |        |        |      |      |      |       |       |        |        |        |
|---|------------------|------------|-------------------|-------------------|-------|--------|--------|------|------|------|-------|-------|--------|--------|--------|
| 1 |                  | de 5 à 15  | 10 <sup>(1)</sup> | 50 <sup>(1)</sup> | 6,90  | 17,80  | 16,50  | 8,30 | 8,72 | 3,79 | 12,33 | —     | 9,08   | 14,01  | 4,17   |
| 2 |                  | 15 25      | 20 <sup>(1)</sup> | 45 <sup>(1)</sup> | 13,80 | 35,60  | 33,00  | 7,47 | 7,85 | 3,41 | 11,10 | 6,33  | 27,75  | 32,19  | 21,90  |
| 3 | ( <sup>2</sup> ) | 25 45      | 35 <sup>(1)</sup> | 35 <sup>(1)</sup> | 24,15 | 62,30  | 57,75  | 5,81 | 6,11 | 2,65 | 8,63  | 18,34 | 56,19  | 59,65  | 49,12  |
| 4 |                  | 45 65      | 55 <sup>(1)</sup> | 25 <sup>(1)</sup> | 37,95 | 97,90  | 90,75  | 4,15 | 4,36 | 1,90 | 6,16  | 33,80 | 93,54  | 96,00  | 84,59  |
| 5 |                  | plus de 65 | 80 <sup>(1)</sup> | 10 <sup>(1)</sup> | 55,20 | 142,40 | 132,00 | 1,66 | 1,74 | 0,76 | 2,47  | 53,54 | 140,66 | 141,64 | 129,53 |

(<sup>1</sup>) Taxe forfaitaire.

(<sup>2</sup>) Teneur en cacao non prise en considération.

N.B. : chiffres en italique : inclus ; chiffres ordinaires : exclus.

**B. Eléments complémentaires du calcul des taxes compensatoires**

|                                                                                            | (a) | (b)   | (c)    | (d)   |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-------|--------|-------|
| <b>Allemagne (R.F.)</b>                                                                    |     |       |        |       |
| A. Chocolat en masse ou granulés, contenant en cacao:                                      |     |       |        |       |
| — 42 % au moins                                                                            | 503 | 20,12 | 150,90 | 60,36 |
| — de 42 % exclus à 55 % inclus                                                             | 548 | 21,92 | 164,40 | 65,76 |
| — plus de 55 %                                                                             | 421 | 16,84 | 126,30 | 50,52 |
| B. Confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique | 368 | 14,72 | 110,40 | 44,16 |
| <b>U.E.B.L.</b>                                                                            |     |       |        |       |
| A. Chocolat en masse ou granulés, contenant en cacao:                                      |     |       |        |       |
| — 42 % au moins                                                                            | 300 | 12,00 | 90,00  | 36,00 |
| — de 42 % exclus à 55 % inclus                                                             | 381 | 15,24 | 114,30 | 45,72 |
| — plus de 55 %                                                                             | 434 | 17,36 | 130,20 | 52,08 |
| B. Confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique | 341 | 13,64 | 102,30 | 40,92 |
| <b>Italie</b>                                                                              |     |       |        |       |
| A. Chocolat en masse ou granulés, contenant en cacao:                                      |     |       |        |       |
| — 42 % au moins                                                                            | 292 | 11,68 | 87,60  | 35,04 |
| — de 42 % exclus à 55 % inclus                                                             | 745 | 29,80 | 223,50 | 89,40 |
| — plus de 55 %                                                                             | 545 | 21,80 | 163,50 | 65,40 |
| B. Confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique | 562 | 22,48 | 168,60 | 67,44 |
| <b>Pays-Bas</b>                                                                            |     |       |        |       |
| A. Chocolat en masse ou granulés, contenant en cacao:                                      |     |       |        |       |
| — 42 % au moins                                                                            | 417 | 16,68 | 125,10 | 50,04 |
| — de 42 % exclus à 55 % inclus                                                             | 410 | 16,40 | 123,00 | 49,20 |
| — plus de 55 %                                                                             | 370 | 14,80 | 111,00 | 44,40 |
| B. Confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique | 327 | 13,08 | 98,10  | 39,24 |

(a) Prix franco frontière.

(b) Protection de l'industrie de transformation (x) (4%).

(c) Droits de douane au 1. 1. 1958 (30%).

(d) Droits de douane au 1. 7. 1963 (12%).

## Montants des taxes compensatoires

| Catégorie | Allemagne (R.F.) |     |                          |                          | U.E.B.L. |     |                          |                          | Italie |     |                          |                           | Pays-Bas |     |                          |                          |
|-----------|------------------|-----|--------------------------|--------------------------|----------|-----|--------------------------|--------------------------|--------|-----|--------------------------|---------------------------|----------|-----|--------------------------|--------------------------|
|           | Dq + x           |     | Taxe                     |                          | Dq + x   |     | Taxe                     |                          | Dq + x |     | Taxe                     |                           | Dq + x   |     | Taxe                     |                          |
|           | Brut             | Net | Import.<br>FF/<br>100 kg | Export.<br>DM/<br>100 kg | Brut     | Net | Import.<br>FF/<br>100 kg | Export.<br>FB/<br>100 kg | Brut   | Net | Import.<br>FF/<br>100 kg | Export.<br>Lit/<br>100 kg | Brut     | Net | Import.<br>FF/<br>100 kg | Export.<br>Fl/<br>100 kg |

## Chocolat en masse

|    |       |   |   |               |       |        |               |       |       |       |       |       |   |   |   |   |
|----|-------|---|---|---------------|-------|--------|---------------|-------|-------|-------|-------|-------|---|---|---|---|
| 1  | 20,12 | — | — | 21,08         | —     | —      | 25,69         | —     | —     | 20,85 | —     | —     | — | — | — | — |
| 2  | 25,07 | — | — | 36,19         | —     | —      | 40,31         | —     | 5,27  | 596   | 35,28 | —     | — | — | — | — |
| 3  | 29,90 | — | — | 48,65         | 12,65 | 114,38 | 52,77         | 17,73 | 2 004 | 46,83 | —     | —     | — | — | — | — |
| 4  | 49,64 | — | — | 95,77   90,00 | 54,00 | 488,27 | 98,41   87,60 | 52,56 | 5 941 | 91,78 | 41,74 | 27,33 | — | — | — | — |
| 5  | 21,92 | — | — | 25,19         | —     | —      | 44,19         | —     | —     | 21,80 | —     | —     | — | — | — | — |
| 6  | 28,53 | — | — | 41,17         | —     | —      | 59,19         | —     | —     | 37,47 | —     | —     | — | — | — | — |
| 7  | 34,19 | — | — | 54,51         | 8,79  | 79,48  | 72,03         | —     | —     | 50,25 | 1,05  | 0,69  | — | — | — | — |
| 8  | 51,31 | — | — | 93,60         | 47,88 | 432,93 | 109,14        | 19,74 | 2 231 | 88,18 | 38,98 | 25,52 | — | — | — | — |
| 9  | 18,76 | — | — | 29,93         | —     | —      | 37,33         | —     | —     | 23,90 | —     | —     | — | — | — | — |
| 10 | 25,11 | — | — | 45,04         | —     | —      | 51,94         | —     | —     | 38,34 | —     | —     | — | — | — | — |
| 11 | 31,60 | — | — | 59,23         | 7,16  | 64,74  | 65,16         | —     | —     | 52,35 | 7,95  | 5,20  | — | — | — | — |
| 12 | 43,61 | — | — | 87,69         | 35,61 | 321,98 | 92,62         | 27,22 | 3 077 | 79,57 | 35,17 | 23,02 | — | — | — | — |

## Confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique

|   |       |       |       |                 |       |        |        |       |        |                 |       |       |   |   |   |   |
|---|-------|-------|-------|-----------------|-------|--------|--------|-------|--------|-----------------|-------|-------|---|---|---|---|
| 1 | 14,72 | —     | —     | 22,72           | —     | —      | 36,49  | —     | —      | 17,25           | —     | —     | — | — | — | — |
| 2 | 21,05 | —     | —     | 41,39           | —     | —      | 54,67  | —     | —      | 34,98           | —     | —     | — | — | — | — |
| 3 | 30,06 | —     | —     | 69,83           | 28,91 | 261,40 | 82,13  | 14,69 | 1 660  | 62,20           | 22,96 | 15,03 | — | — | — | — |
| 4 | 48,52 | 4,36  | 3,15  | 107,18   102,30 | 61,38 | 555,00 | 118,48 | 51,04 | 5 769  | 97,67           | 58,43 | 38,25 | — | — | — | — |
| 5 | 68,26 | 24,10 | 17,43 | 154,30   140,66 | 99,74 | 901,85 | 164,12 | 96,68 | 10 928 | 142,61   129,53 | 90,29 | 59,11 | — | — | — | — |

considérant que les taxes compensatoires ainsi fixées ne sont pas de nature à défavoriser les exportations d'un État membre par rapport à celles des autres États membres, étant donné, d'une part, que ces impositions ont pour effet de porter le prix des matières premières constitutives des marchandises en cause, quelle que soit la provenance, au niveau des prix pratiqués, pour ces mêmes matières sur le marché intérieur de l'État membre demandeur et, d'autre part, que pour une incidence égale de la disparité des prix dont il s'agit, le montant de la taxe compensatoire est d'autant plus faible que le prix franco frontière des marchandises considérées est plus élevé ;

considérant que la République française maintient les restrictions quantitatives étroites à l'importation des marchandises en cause provenant des pays tiers ; que ces restrictions paraissent, quant au présent, constituer des mesures de protection suffisantes à l'égard desdits pays ;

considérant qu'il y a lieu d'assurer la continuité de la perception de la taxe compensatoire et de permettre aux États membres intéressés de prendre les mesures nécessaires pour appliquer cette taxe sur la base des nouveaux taux déterminés ci-dessus ;

qu'il convient, dès lors, d'autoriser cette perception, à compter du 10 octobre 1963 jusqu'au 15 novembre 1963 inclus, sur la base des taux prévus par la décision précitée du 4 juillet 1963 ;

considérant que la perception des taxes compensatoires ne peut être autorisée pour une durée inférieure à un an ; qu'il y a lieu, par conséquent, de limiter au 9 octobre 1964 inclus la durée de la validité de la présente décision, sans préjudice de son abrogation ou des modifications éventuelles que la Commission serait amenée à apporter dans l'une quelconque de ses dispositions avant cette date,

## A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

## Article premier

La République française est autorisée, dans les conditions indiquées ci-après, à percevoir des taxes compensatoires, à l'importation de chocolat en masse ou en granulés, de confiseries et préparations, comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique (position ex 18.06 B du tarif douanier commun), en provenance des autres États membres, à moins que ces derniers États membres n'appliquent ces taxes à l'exportation.

**Article 2**

A compter du 10 octobre 1963 et jusqu'au 15 novembre 1963 inclus, les taxes compensatoires sont perçues aux montants prévus à l'article 2 de la décision de la Commission du 4 juillet 1963, portant nouvelle prorogation et modification de sa décision du 9 octobre 1962, autorisant la perception de taxes compensatoires sur les importations, dans la République française, de chocolat, de confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans

liqueur alcoolique, en provenance des autres États membres.

**Article 3**

A compter du 16 novembre 1963, les taxes compensatoires sont fixées, selon la catégorie des produits auxquels elles se réfèrent et selon qu'elles sont perçues à l'importation ou à l'exportation, aux montants indiqués dans le tableau ci-après :

**Montants des taxes compensatoires**

| Catégorie                            | Composition du produit ‰ |            |                   | Allemagne(R.F.)      |                      | U.E.B.L.             |                      | Italie               |                        | Pays-Bas             |                       |
|--------------------------------------|--------------------------|------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------|----------------------|-----------------------|
|                                      | Cacao ‰                  | Lait ‰     | Sucre ‰           | (a)<br>FF/<br>100 kg | (b)<br>DM/<br>100 kg | (a)<br>FF/<br>100 kg | (b)<br>FB/<br>100 kg | (a)<br>FF/<br>100 kg | (b)<br>Lit./<br>100 kg | (a)<br>FF/<br>100 kg | (b)<br>Fl./<br>100 kg |
| <b>Chocolat en masse ou granulés</b> |                          |            |                   |                      |                      |                      |                      |                      |                        |                      |                       |
| 1                                    | 42‰ (ou moins)           | de 5 à 15  | 10 <sup>(1)</sup> | 50 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | —                    | —                    | —                      | —                    | —                     |
| 2                                    | 42‰ (ou moins)           | 15 20      | 18 <sup>(1)</sup> | 45 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | —                    | 5,27                 | 596,—                  | —                    | —                     |
| 3                                    | 42‰ (ou moins)           | 20 30      | 25 <sup>(1)</sup> | 45 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | 12,65                | 114,38               | 17,73                  | 2.004,—              | —                     |
| 4                                    | 42‰ (ou moins)           | plus de 30 | 50 <sup>(1)</sup> | 30 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | 54,00                | 488,27               | 52,56                  | 5.941,—              | 41,74                 |
| 5                                    | de 42 à 55               | de 5 à 15  | 10 <sup>(1)</sup> | 45 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | —                    | —                    | —                      | —                    | —                     |
| 6                                    | de 42 à 55               | 15 20      | 18 <sup>(1)</sup> | 35 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | —                    | —                    | —                      | —                    | —                     |
| 7                                    | de 42 à 55               | 20 30      | 25 <sup>(1)</sup> | 30 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | 8,79                 | 79,48                | —                      | 1,05                 | 0,69                  |
| 8                                    | de 42 à 55               | plus de 30 | 45 <sup>(1)</sup> | 10 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | 47,88                | 432,93               | 19,74                  | 2.231,—              | 38,98                 |
| 9                                    | plus de 55               | de 5 à 15  | 10 <sup>(1)</sup> | 30 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | —                    | —                    | —                      | —                    | —                     |
| 10                                   | plus de 55               | 15 20      | 18 <sup>(1)</sup> | 25 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | —                    | —                    | —                      | —                    | —                     |
| 11                                   | plus de 55               | 20 30      | 25 <sup>(1)</sup> | 15 <sup>(1)</sup>    | —                    | —                    | 7,16                 | 64,74                | —                      | 7,95                 | 5,20                  |
| 12                                   | plus de 55               | plus de 30 | 40 <sup>(1)</sup> | 5 <sup>(1)</sup>     | —                    | —                    | 35,61                | 321,98               | 27,22                  | 3.077,—              | 35,17                 |

**Confiseries et préparations comportant du cacao ou du chocolat, sans liqueur alcoolique**

|   |                  |            |                   |                   |       |       |       |        |       |          |       |
|---|------------------|------------|-------------------|-------------------|-------|-------|-------|--------|-------|----------|-------|
| 1 | ( <sup>2</sup> ) | de 5 à 15  | 10 <sup>(1)</sup> | 50 <sup>(1)</sup> | —     | —     | —     | —      | —     | —        | —     |
| 2 | ( <sup>2</sup> ) | 15 25      | 20 <sup>(1)</sup> | 45 <sup>(1)</sup> | —     | —     | —     | —      | —     | —        | —     |
| 3 | ( <sup>2</sup> ) | 25 45      | 35 <sup>(1)</sup> | 35 <sup>(1)</sup> | —     | —     | 28,91 | 261,40 | 14,69 | 1.660,—  | 22,96 |
| 4 | ( <sup>2</sup> ) | 45 65      | 55 <sup>(1)</sup> | 25 <sup>(1)</sup> | 4,36  | 3,15  | 61,38 | 555,00 | 51,04 | 5.769,—  | 58,43 |
| 5 | ( <sup>2</sup> ) | plus de 65 | 80 <sup>(1)</sup> | 10 <sup>(1)</sup> | 24,10 | 17,43 | 99,74 | 901,85 | 96,68 | 10.928,— | 90,29 |

(<sup>1</sup>) Taxation forfaitaire sur ...

(<sup>2</sup>) Teneur en cacao non prise en considération.

(a) Taxe perçue par l'État membre importateur.

(b) Taxe perçue par l'État membre exportateur.

N. B. : chiffres en italique : inclus ; chiffres ordinaires : exclus.

**Article 4**

La présente décision est applicable jusqu'au 9 octobre 1964 inclus.

**Article 5**

La présente décision est destinée à la République française, et, pour autant qu'elle prévoit des taxes à leur égard, au royaume de Belgique, à la république fédérale d'Allemagne, à la République italienne, au grand-duché de Luxembourg et au royaume des Pays-Bas.

Fait à Bruxelles, le 5 novembre 1963.

Par la Commission

Le vice-président

R. MARJOLIN

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7 novembre 1963

portant augmentation du volume du contingent tarifaire, octroyé au royaume de Belgique et au grand-duché de Luxembourg pour le magnésium brut

(Les textes en langues française et néerlandaise sont les seuls faisant foi)

(63/632/CEE)

## LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu les dispositions du protocole n° XIV, concernant notamment le magnésium brut, annexé à l'accord de Rome du 2 mars 1960 concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun relative aux produits de la liste G prévu au traité instituant la Communauté économique européenne,

vu sa décision du 14 juin 1963 <sup>(1)</sup>, octroyant au royaume de Belgique et au grand-duché de Luxembourg, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1963 au 31 décembre 1963 un contingent tarifaire de 360 tonnes

à droit nul pour le magnésium brut de la position 77.01 A du tarif douanier commun,

vu la lettre en date du 26 septembre 1963 par laquelle l'Union économique belgo-luxembourgeoise a demandé à ce que le volume du contingent tarifaire visé ci-avant soit porté de 360 à 600 tonnes pour la même période du 1<sup>er</sup> janvier 1963 au 31 décembre 1963,

considérant que les besoins réels d'importation en magnésium brut pour l'année 1963 se sont avérés supérieurs aux besoins prévisibles au moment de l'adoption de la susdite décision de la Commission du 14 juin 1963 ; que, en l'absence de production nationale, les chiffres des importations pendant les dernières années ont évolué comme suit :

(en tonnes)

|                             | Importations en provenance |      |      |                  |               |      |      |                  |
|-----------------------------|----------------------------|------|------|------------------|---------------|------|------|------------------|
|                             | des autres États membres   |      |      |                  | de pays tiers |      |      |                  |
|                             | 1960                       | 1961 | 1962 | 1963<br>(5 mois) | 1960          | 1961 | 1962 | 1963<br>(5 mois) |
| Magnésium brut<br>(77.01 A) | 62                         | 58   | 96   | 20               | 373           | 318  | 423  | 174              |

que les exportations totales de l'Union économique belgo-luxembourgeoise sont négligeables ; qu'au 31 août 1963 le contingent octroyé pour l'année 1963 était utilisé à concurrence de 296 tonnes et sera ainsi prochainement épuisé ; qu'il convient d'augmenter le volume contingentaire octroyé par la susdite décision du 14 juin 1963, eu égard aux besoins d'importation qui restent à couvrir ; qu'en raison de l'accroissement continu de la production de demi-finis et de demi-finis alliés d'aluminium, ces besoins d'importations peuvent être actuellement estimés à environ 550 tonnes pour l'année 1963 ; que les disponibilités à l'exportation dans la Commu-

nauté susceptibles de les couvrir, au moins partiellement, sont encore pour le moment inférieures aux quantités exportées par la Communauté vers l'Union économique belgo-luxembourgeoise pendant les dernières années ; qu'en effet, l'augmentation de la production de magnésium brut enregistrée dernièrement dans certains États membres est largement contrebalancée par l'accroissement général de la consommation ; que, dans ces conditions, un volume contingentaire de 500 tonnes pour toute l'année 1963 paraît le plus adéquat, et susceptibles de remédier aux besoins urgents et actuels de l'Union économique belgo-luxembourgeoise,

<sup>(1)</sup> Journal officiel des Communautés européennes n° 110 du 20 juillet 1963, p. 1979/63.

**A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :****Article 2****Article premier**

Le contingent tarifaire à droit nul octroyé au royaume de Belgique et au grand-duché de Luxembourg, pour l'année 1963, pour leurs importations en provenance de pays tiers de magnésium brut de la position 77.01 A du tarif douanier commun, est porté de 360 tonnes à 500 tonnes.

La présente décision est destinée au royaume de Belgique et au grand-duché de Luxembourg.

Bruxelles, le 7 novembre 1963.

*Par la Commission*

*Le vice-président*

**R. MARJOLIN**

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 11 novembre 1963**

**autorisant la République française à différer le rapprochement des droits des tarifs spéciaux de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion vers ceux du tarif douanier commun en ce qui concerne les tabacs fabriqués**

*(Le texte en langue française est le seul faisant foi)*

(63/633/CEE)

**LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu les dispositions du traité et notamment son article 26 ;

vu la lettre en date du 17 juin 1963 par laquelle la République française a demandé l'autorisation de différer le relèvement des droits applicables aux tabacs fabriqués (position n° 24.02 du tarif douanier commun) inscrits dans les tarifs spéciaux de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion,

considérant qu'à l'heure actuelle, la République française devrait appliquer dans les tarifs spéciaux de ces départements, pour les tabacs fabriqués en provenance de pays tiers, des droits de douane relevés sur la base aussi bien du premier rapprochement des droits nationaux vers ceux du tarif douanier commun que de celui à effectuer en vertu de la décision prise par les représentants des gouvernements des États membres le 15 mai 1962<sup>(1)</sup> complétée par la décision du 22 mai 1963<sup>(2)</sup> ; que l'État membre demandeur fait état de l'augmentation des prix de vente aux consommateurs qui résulterait de l'action conjointe du relèvement des droits de douane et de l'augmentation de la taxation interne qui en découlerait ; qu'il estime toutefois qu'un tel inconvénient s'opposant aux rapprochements susmention-

nés sera définitivement éliminé lors de l'harmonisation de la fiscalité interne de ces départements concernant les tabacs fabriqués ;

considérant d'une part que, d'après les éléments d'information dont la Commission dispose actuellement, il n'y a pas lieu de réfuter les prévisions de l'État membre demandeur sur ce dernier point ; que, d'autre part, il faut se demander si la République française doit faire face à des difficultés particulières en raison des relèvements de droits susmentionnés ; qu'à cet effet, on peut se borner à apprécier les difficultés par rapport aux seules cigarettes qui constituent de loin les produits les plus importants de la position tarifaire en cause ;

considérant que la République française serait tenue d'aligner un droit qui n'est actuellement que de 16 F les 100 kg net (environ 2 % *ad valorem*) pour la Guyane, de 132,6 F les 100 kg net (environ 22 % *ad valorem*) pour la Martinique et de 600 francs C.F.A. le kg net (environ 73 % *ad valorem*) pour la Réunion, vers le droit du tarif douanier commun fixé à 180 % de la valeur ; qu'il faut aussi tenir compte de l'augmentation des fiscalités internes qui en découlerait ; qu'en raison de ce qui précède, il y a lieu d'estimer que, si la République française effectuait, dès à présent, les deux rapprochements susmentionnés, les prix de vente pour un paquet de

<sup>(1)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 41 du 28 mai 1962, p. 1284/62.

<sup>(2)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 83 du 1<sup>er</sup> juin 1963, p. 1561/63.

cigarettes augmenteraient à un point tel qu'un arrêt presque total des importations en provenance de pays tiers serait à craindre ; qu'en effet, d'après les calculs auxquels la Commission a pu procéder sur la base des données fournies par les autorités françaises, ces prix se chiffrent à environ (en francs) :

|            | Prix de vente actuel | Prix de vente à la suite du deuxième rapprochement |
|------------|----------------------|----------------------------------------------------|
| Guyane     | 0,78                 | 1,40                                               |
| Martinique | 2,75                 | 3,70                                               |
| Réunion    | 2,88                 | 4,70                                               |

considérant que, dès lors, il y a lieu d'admettre que la République française doit faire face à des difficultés particulières ;

considérant qu'il faut toutefois se demander dans quelle mesure une harmonisation de la fiscalité interne de ces départements, est à même de limiter la hausse des prix de vente aux consommateurs ; que, pour ce faire, ces fiscalités, après l'harmonisation, devront nécessairement avoir une incidence moindre qu'actuellement, afin de pouvoir contrebalancer la hausse des prix résultant des prélèvements des droits de douane ; que, pour avoir une idée exacte des possibilités offertes par ladite harmonisation, il semble opportun d'envisager l'hypothèse extrême d'une suppression de la fiscalité interne ; que, dans cette hypothèse, on peut déterminer des niveaux de prix de vente qu'il sera pratiquement impossible de ne pas atteindre à la suite du deuxième rapprochement de droits de douane applicables aux produits en cause vers ceux du tarif douanier commun ; qu'en supposant que tous les éléments entrant dans ces prix, autres que les droits de douane et les charges fiscales, demeurent inchangés et que la base de calcul adoptée par les représentants des gouvernements des États membres pour le deuxième rapprochement soit encore retenue au moment où le gouvernement français l'effectuera pour les tabacs en cause, on parvient aux prix approximatifs (en francs) suivants pour un paquet de cigarettes :

|            | Prix de vente après le deuxième rapprochement |                             |
|------------|-----------------------------------------------|-----------------------------|
|            | toute fiscalité interne exclue                | selon la fiscalité actuelle |
| Guyane     | 1,33                                          | 1,40                        |
| Martinique | 1,35                                          | 4,70                        |
| Réunion    | 2,22                                          | 3,70                        |

considérant que si, pour la Réunion et la Martinique, le gouvernement français effectuait, dès à présent, les deux rapprochements susmentionnés, compte tenu des modalités particulières à suivre pour le deuxième rapprochement, les prix de vente

aux consommateurs qui en résulteraient, atteindraient un niveau nettement supérieur à celui qui serait atteint dans les mêmes conditions mais en l'absence de toute fiscalité interne ; que le gouvernement français semble, par conséquent, pouvoir éviter, au moins partiellement, une pareille hausse des prix ;

considérant qu'au contraire, en ce qui concerne la Guyane, même à la suite d'une harmonisation des fiscalités, le gouvernement français ne semble pouvoir éviter, pour une faible part, la hausse des prix des produits en cause découlant fatalement des rapprochements qu'il est tenu d'effectuer ; que, de toute manière, un relèvement du droit de douane égal à la moitié de celui qui résulterait des deux rapprochements susmentionnés semble pouvoir être effectué immédiatement ; qu'en effet, celui-ci ne peut aucunement entraîner une augmentation de prix susceptible d'être évitée par l'harmonisation des fiscalités internes ;

considérant que l'application d'une mesure dérogatoire telle que l'autorisation prévue par l'article 26 du traité, ne peut être accordée que pour une durée limitée et, qu'en l'occurrence, il convient d'en fixer l'échéance à la date de la mise en application, par le gouvernement français, des mesures d'harmonisation susvisées, mais au plus tard au 30 juin 1964 ;

considérant que les sous-positions tarifaires des tarifs spéciaux susmentionnés relatives aux tabacs fabriqués visées par la présente décision ne représentent pas pour la République française plus de 5 % de la valeur de ses importations en provenance de pays tiers au cours de la dernière année pour laquelle les données statistiques sont disponibles ; que la République française n'a pas obtenu, jusqu'à ce jour, l'autorisation en vertu de l'article 26 de différer le rapprochement des droits de ses tarifs douaniers vers ceux du tarif douanier commun pour d'autres positions tarifaires et pour une période incluant totalement ou partiellement celle prévue par la présente décision,

#### A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

##### *Article premier*

La République française est autorisée à différer tout relèvement des droits de douane des tarifs spéciaux de la Martinique et de la Réunion pour les tabacs fabriqués (position n° 24.02 du tarif douanier commun) importés en provenance de pays tiers dans ces départements en vue d'y être mis à la consommation.

En ce qui concerne les droits de douane du tarif spécial de la Guyane, la République française

est autorisée à limiter les relèvements en cause à la moitié des augmentations de droits, qu'elle serait actuellement tenue d'effectuer, à la suite du premier rapprochement des droits de douane vers ceux du tarif douanier commun et de la décision des représentants des gouvernements des États membres du 15 mai 1962, complétée par la décision du 22 mai 1963.

#### *Article 2*

Les autorisations prévues à l'article premier ne sont valables que jusqu'à la date de la mise en application des mesures destinées à harmoniser les

fiscalités internes des départements et pour les produits mentionnés ci-avant, mais au plus tard jusqu'au 30 juin 1964.

#### *Article 3*

La présente décision est destinée à la République française.

Fait à Bruxelles, le 11 novembre 1963.

*Par la Commission*

*Le vice-président*

**R. MARJOLIN**

### **DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 12 novembre 1963**

**portant prorogation de la validité du contingent tarifaire octroyé à la République italienne pour l'alcool éthylique non dénaturé de 95° et plus**

(Le texte en langue italienne est le seul faisant foi)

(63/634/CEE)

#### **LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment son article 25 paragraphes 3 et 4,

vu sa décision du 5 août 1963 <sup>(1)</sup> octroyant à la République italienne jusqu'au 30 septembre 1963 un contingent tarifaire, au droit de 3 unités de compte par hectolitre, de 80.000 hectolitres, exprimés en alcool anhydre, d'alcool éthylique non dénaturé de 95 degrés et plus, de la position ex 22.08 B du tarif douanier commun,

vu les téléscripts des 19 et 23 septembre 1963, par lesquels la République italienne a demandé la prolongation jusqu'au 31 décembre 1963 de la validité dudit contingent tarifaire,

considérant que la décision susvisée ayant été prise le 5 août 1963 et la validité du contingent tarifaire limitée au 30 septembre suivant, la Ré-

publique italienne a été, pour des raisons de droit interne, dans l'impossibilité d'ouvrir en temps utile le contingent tarifaire octroyé ;

considérant que les États membres non demandeurs, producteurs d'alcool éthylique, ne s'opposent pas à la prorogation demandée de la validité du contingent tarifaire en cause jusqu'au 31 décembre 1963, car, bien que les récoltes de matières alcooligènes soient actuellement en cours dans la Communauté, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il en résulte avant la fin de l'année des disponibilités exportables d'alcool éthylique suffisantes pour couvrir les besoins italiens ; que ces raisons semblent suffisantes pour justifier la prorogation de la validité de sa décision du 5 août 1963,

#### **A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :**

##### *Article premier*

La validité du contingent tarifaire octroyé à la République italienne pour ses importations en pro-

<sup>(1)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 132 du 30 août 1963, p. 2313/63.

venance de pays tiers d'alcool éthylique non dénaturé de 95 degrés et plus, de la position ex 22.08 B du tarif douanier commun, est prorogée jusqu'au 31 décembre 1963.

#### Article 2

La présente décision est destinée à la République italienne.

Fait à Bruxelles, le 12 novembre 1963.

Par la Commission

Le vice-président

R. MARJOLIN

### DÉCISION DE LA COMMISSION

du 8 novembre 1963

portant détermination de la moyenne des prix C.A.F. et des prix franco  
frontière pour le mois de novembre 1963

(63/635/CEE)

#### LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement n° 19 du Conseil portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés dans le secteur des céréales <sup>(1)</sup> et notamment ses articles 3 et 10 paragraphe 3,

vu le règlement n° 55 du Conseil relatif au régime des produits transformés à base de céréales <sup>(2)</sup> modifié par le règlement n° 115/63/CEE du Conseil du 24 octobre 1963 <sup>(3)</sup> et notamment son article 2 paragraphe 1,

vu le règlement n° 68 de la Commission fixant les critères en vue de la détermination des prix C.A.F. pour les céréales, farines, gruaux et semoules <sup>(4)</sup> modifié en dernier lieu par le règlement n° 82/63/CEE de la Commission du 31 juillet 1963 <sup>(5)</sup>,

vu le règlement n° 89 de la Commission fixant les critères servant à la détermination des prix franco frontière pour les céréales, farines, gruaux et semoules <sup>(6)</sup>,

considérant que l'élément mobile du prélèvement applicable aux produits transformés sera calculé à partir du 11 novembre 1963 sur la base de la diffé-

rence entre le prix de seuil de l'État membre importateur et la moyenne des prix C.A.F., pour les importations en provenance des pays tiers, ou la moyenne des prix franco frontière, pour les échanges intracommunautaires; que ces moyennes sont à calculer pour les 25 premiers jours du mois précédant l'importation;

considérant que, aux termes de l'article 2 paragraphe premier, dernier alinéa, du règlement n° 55 du Conseil modifié par le règlement n° 115/63/CEE du Conseil, il appartient à la Commission de déterminer ces deux moyennes;

considérant qu'il résulte de l'application des dispositions des règlements susvisés et notamment des critères qu'ils prescrivent, aux prix dont la Commission a eu connaissance, que les moyennes des prix C.A.F. et des prix franco frontière pour la période du 1<sup>er</sup> au 25 octobre 1963 doivent être fixées conformément aux tableaux annexés à la présente décision,

#### A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION :

##### Article premier

Les moyennes des prix C.A.F. et des prix franco frontière visées à l'article 2 paragraphe premier du règlement n° 55 du Conseil modifié par le règlement n° 115/63/CEE du Conseil sont déterminées conformément aux tableaux annexés à la présente décision.

<sup>(1)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 30 du 20 avril 1962, p. 933/62.

<sup>(2)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 54 du 2 juillet 1962, p. 1583/62.

<sup>(3)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 155 du 28 octobre 1963, p. 2594/63.

<sup>(4)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 66 du 28 juillet 1962, p. 1861/62.

<sup>(5)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 121 du 3 août 1963, p. 2143/63.

<sup>(6)</sup> *Journal officiel des Communautés européennes* n° 66 du 28 juillet 1962, p. 1899/62.

## Article 2

Bruxelles, le 8 novembre 1963.

Les moyennes visées à l'article premier sont valables à partir du 11 novembre 1963 et jusqu'au 30 novembre 1963.

Par la Commission

Le vice-président

La présente décision est destinée à tous les États membres.

R. MARJOLIN

## ANNEXES

de la décision de la Commission en date du 8 novembre 1963  
portant fixation des moyennes des prix C.A.F. et prix franco frontière  
des céréales pour la période du 1<sup>er</sup> au 25 octobre 1963  
valables à partir du 11 novembre jusqu'au 30 novembre 1963

## PRIX C.A.F.

(en U.C./tonne métrique)

|            | Belgique     | Allemagne<br>(R.F.) | France            | Italie          | Luxembourg     | Pays-Bas        |
|------------|--------------|---------------------|-------------------|-----------------|----------------|-----------------|
|            | 1 UC = 50 FB | 1 UC = 4 DM         | 1 UC = 4,93706 FF | 1 UC = 625 Lit. | 1 UC = 50 Flux | 1 UC = 3,62 Fl. |
| Blé tendre | 64,112       | 65,112              | 65,112            | 65,362          | 70,212         | 64,112          |
| Seigle     | 70,764       | 71,764              | 71,784            | 73,946          | 76,864         | 70,764          |
| Orge       | 59,190       | 60,190              | 60,190            | 62,390          | 59,190         | 59,190          |
| Avoine     | 60,612       | 61,762              | 61,832            | 64,024          | 60,612         | 60,612          |
| Maïs       | 62,502       | 63,502              | 63,502            | 65,702          | 62,502         | 62,502          |
| Sarrasin   | 97,580       | 98,580              | 97,798            | 99,914          | 97,580         | 97,580          |
| Sorgho     | 97,124       | 58,124              | 58,092            | 60,136          | 57,124         | 57,124          |
| Millet     | 54,776       | 55,776              | 55,926            | 57,026          | 54,776         | 54,776          |
| Alpiste    | 150,480      | 151,480             | 150,610           | 152,680         | 150,480        | 150,480         |

## PRIX FRANCO FRONTIÈRE

A. — POUR LES IMPORTATIONS VERS LA BELGIQUE EN PROVENANCE DE :

(par tonne métrique)

|                        | Allemagne<br>(R.F.)<br>DM | France<br>FF | Italie<br>Lit | Luxembourg<br>Flux | Pays-Bas<br>Fl. |
|------------------------|---------------------------|--------------|---------------|--------------------|-----------------|
| Blé tendre             | —                         | 498,21       | —             | 6.157,0            | 350,36          |
| Seigle                 | —                         | —            | —             | 5.717,0            | 267,97          |
| Orge                   | —                         | 387,91       | —             | —                  | 293,74          |
| Avoine                 | —                         | 332,05       | —             | —                  | 259,55          |
| Maïs                   | —                         | —            | —             | —                  | 279,66          |
| Sarrasin               | —                         | —            | —             | —                  | —               |
| Sorgho                 | —                         | —            | —             | —                  | —               |
| Millet                 | —                         | —            | 44.760        | —                  | 270,69          |
| Alpiste                | —                         | —            | —             | —                  | —               |
| Blé tendre pour amidon | 276,80                    | 355,26       | 43.360        | —                  | 236,76          |
| Maïs pour amidon       | —                         | —            | —             | —                  | —               |

## B. — POUR LES IMPORTATIONS VERS LA R.F. D'ALLEMAGNE EN PROVENANCE DE :

(par tonne métrique)

|                        | Belgique | France | Italie | Luxembourg | Pays-Bas |
|------------------------|----------|--------|--------|------------|----------|
|                        | FB       | FF     | Lit    | Flux       | Fl.      |
| Blé tendre             | 4.978,0  | 510,42 | 72.328 | 6.234,0    | 352,30   |
| Seigle                 | 5.013,0  | 405,23 | —      | 5.794,0    | 270,09   |
| Orge                   | 4.341,0  | 398,47 | 53.767 | 4.341,0    | 297,70   |
| Avoine                 | 3.800,0  | 343,93 | 52.684 | 3.800,0    | 262,09   |
| Maïs                   | 4.113,0  | 436,65 | 50.741 | 4.113,0    | 285,06   |
| Sarrasin               | —        | —      | —      | —          | —        |
| Sorgho                 | 4.033,0  | 457,40 | 51.086 | 4.033,0    | 278,60   |
| Millet                 | 4.034,0  | 457,40 | 45.498 | 4.034,0    | 271,23   |
| Alpiste                | —        | —      | —      | —          | —        |
| Blé tendre pour amidon | —        | —      | 43.271 | —          | 238,70   |
| Maïs pour amidon       | —        | —      | —      | —          | —        |

## C. — POUR LES IMPORTATIONS VERS LA FRANCE EN PROVENANCE DE :

(par tonne métrique)

|                        | Belgique | Allemagne (R.F.) | Italie | Luxembourg | Pays-Bas |
|------------------------|----------|------------------|--------|------------|----------|
|                        | FB       | DM               | Lit    | Flux       | Fl.      |
| Blé tendre             | —        | —                | —      | 6.397,0    | —        |
| Seigle                 | —        | —                | —      | 6.043,0    | —        |
| Orge                   | —        | —                | —      | —          | —        |
| Avoine                 | —        | —                | —      | —          | —        |
| Maïs                   | 4.139,0  | —                | 50.113 | 4.139,0    | 290,44   |
| Sarrasin               | —        | —                | —      | —          | —        |
| Sorgho                 | 4.059,0  | —                | 50.539 | 4.059,0    | 283,98   |
| Millet                 | 4.409,0  | —                | 44.175 | 4.409,0    | 301,81   |
| Alpiste                | —        | —                | —      | —          | —        |
| Blé tendre pour amidon | —        | —                | 42.614 | —          | —        |
| Maïs pour amidon       | 3.359,0  | 279,65           | 49.048 | 3.359,0    | 286,74   |

## D. — POUR LES IMPORTATIONS VERS L'ITALIE EN PROVENANCE DE :

(par tonne métrique)

|                        | Belgique | Allemagne (R.F.) | France | Luxembourg | Pays-Bas |
|------------------------|----------|------------------|--------|------------|----------|
|                        | FB       | DM               | FF     | Flux       | Fl.      |
| Blé tendre             | 5.499,0  | —                | 554,90 | 6.764,0    | 380,51   |
| Seigle                 | 4.560,0  | —                | 457,54 | 6.303,0    | 303,89   |
| Orge                   | —        | —                | —      | —          | —        |
| Avoine                 | —        | —                | —      | —          | —        |
| Maïs                   | —        | —                | —      | —          | —        |
| Sarrasin               | —        | —                | —      | —          | —        |
| Sorgho                 | —        | —                | —      | —          | —        |
| Millet                 | —        | —                | —      | —          | —        |
| Alpiste                | —        | —                | —      | —          | —        |
| Blé tendre pour amidon | —        | —                | —      | —          | —        |
| Maïs pour amidon       | —        | —                | —      | —          | —        |

## E. — POUR LES IMPORTATIONS VERS LE LUXEMBOURG EN PROVENANCE DE :

(par tonne métrique)

|                        | Belgique | Allemagne<br>(R.F.) | France | Italie | Pays-Bas |
|------------------------|----------|---------------------|--------|--------|----------|
|                        | FB       | DM                  | FF     | Lit    | Fl.      |
| Blé tendre             | 5.064,0  | —                   | 506,34 | —      | 372,88   |
| Seigle                 | 4.199,0  | —                   | 403,70 | —      | 291,80   |
| Orge                   | —        | —                   | 387,91 | —      | 293,74   |
| Avoine                 | —        | —                   | 332,05 | —      | 259,55   |
| Maïs                   | —        | —                   | —      | —      | 279,66   |
| Sarrasin               | —        | —                   | —      | —      | —        |
| Sorgho                 | —        | —                   | —      | —      | —        |
| Millet                 | —        | —                   | —      | 44.760 | 270,69   |
| Alpiste                | —        | —                   | —      | —      | —        |
| Blé tendre pour amidon | —        | 287,80              | 359,92 | 47.170 | 259,28   |
| Maïs pour amidon       | —        | —                   | —      | —      | —        |

## F. — POUR LES IMPORTATIONS VERS LES PAYS-BAS EN PROVENANCE DE :

(par tonne métrique)

|                        | Belgique | Allemagne<br>(R.F.) | France | Italie | Luxembourg |
|------------------------|----------|---------------------|--------|--------|------------|
|                        | FB       | DM                  | FF     | Lit    | Flux       |
| Blé tendre             | 5.011,0  | —                   | 507,33 | —      | 6.305,0    |
| Seigle                 | —        | —                   | —      | —      | 5.811,0    |
| Orge                   | —        | —                   | 389,00 | —      | —          |
| Avoine                 | 3.768,0  | —                   | 334,73 | —      | 3.768,0    |
| Maïs                   | —        | —                   | —      | —      | —          |
| Sarrasin               | —        | —                   | —      | —      | —          |
| Sorgho                 | —        | —                   | —      | —      | —          |
| Millet                 | —        | —                   | —      | —      | —          |
| Alpiste                | —        | —                   | —      | —      | —          |
| Blé tendre pour amidon | —        | 272,56              | —      | 42.916 | —          |
| Maïs pour amidon       | 3.290,0  | 272,93              | 362,76 | —      | 3.290,0    |

VIENT DE PARAÎTRE :

EURATOM — C.E.C.A. — C.E.E.

**8084 — TARIF DOUANIER DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**

La Commission de la Communauté économique européenne vient de faire publier une édition entièrement nouvelle du *Tarif douanier des Communautés européennes* dont il est rappelé qu'il constitue le tableau complet des droits de douane fixés à l'égard des pays tiers dans le cadre des trois Communautés : Euratom, C.E.C.A. et C.E.E.

La réalisation de cet ouvrage a exigé un remaniement complet de l'édition antérieure (janvier 1961), notamment par l'introduction des modifications autonomes décidées depuis lors et par la création des sous-positions rendues nécessaires à la suite de la conclusion d'accords tarifaires. Les taux des droits applicables sont, en conséquence, indiqués selon leur nature — autonomes ou conventionnels — dans deux colonnes distinctes du tarif. En outre, le libellé des sous-positions « conventionnelles » a été imprimé en caractères italiques.

La nouvelle publication comporte, par ailleurs, différentes additions et annexes, dont une liste des produits pour lesquels les droits du tarif douanier commun ont fait l'objet d'une mesure de suspension totale ou partielle.

L'utilisation du système de feuillets mobiles permettra une mise à jour aisée et rapide de l'ouvrage. Celui-ci se présente sous une reliure recouverte de plastique dans les quatre langues officielles des Communautés (332 pages) et est vendu au prix de FB 750,— ou FF 74,— lequel comprend l'abonnement aux feuillets modificatifs ultérieurs.

Les commandes doivent être adressées aux bureaux de vente et d'abonnement indiqués à la quatrième page de la couverture.